

Le budget—M. Penner

mation, car on menace ainsi la croissance économique. Il faut se rappeler qu'une réduction d'un demi p. 100 de la croissance économique se solde par la perte de 50,000 emplois. Je me demande si le ministre des Finances croit vraiment pouvoir réduire le déficit en augmentant les impôts. Les soi-disant nouveaux principes économiques dont nous entendons tant parler montrent clairement qu'une baisse des impôts peut stimuler la croissance économique et entraîner par conséquent un accroissement des recettes gouvernementales. Pourquoi n'applique-t-on pas ces principes économiques au Canada? Les réductions d'impôt sont l'une des façons les plus efficaces de créer de nouveaux emplois et de réduire le taux de chômage. Le budget ralentira la croissance économique. Il accepte également des taux de chômage élevés qui tournent encore autour de 9 p. 100. Je sais que le chômage baisse, mais les taux sont encore trop élevés et il en sera ainsi pendant encore bien longtemps. C'est extrêmement décourageant pour les jeunes dont le taux de chômage n'est pas de 9 p. 100 mais bien de près de 15 p. 100 ou 18 p. 100 selon qu'il s'agit de jeunes hommes ou de jeunes femmes.

En terminant, je tiens simplement à dire que je ne peux malheureusement souscrire à ce budget, car il frappera durement ma région et mes électeurs. Il s'agit d'un budget prétentieux et faux. Il est injuste et il ralentira la croissance au lieu de la stimuler. Je vais donc m'y opposer, car ce n'est pas le budget qu'il faut pour les temps actuels.

[Français]

M. Harvey: Monsieur le Président, nous avons l'impression d'entendre exactement les mêmes discours, les mêmes réactions de la part de l'opposition officielle que l'année dernière.

Suite à notre premier budget, on nous prédisait les mêmes catastrophes, les mêmes effets négatifs, et pourtant, après notre premier budget, après un an, des centaines de milliers d'emplois ont été créés. C'est donc dire que l'opposition officielle n'a certainement pas fait preuve de beaucoup d'originalité dans sa réaction. On nous répète exactement les mêmes choses. Pourtant, j'ai nettement l'impression, monsieur le Président, qu'il y a deux seuls groupes qui veulent maintenant continuer à parler sur le budget, c'est-à-dire les deux partis d'opposition: le Nouveau parti démocratique et le parti libéral. Or, l'ensemble des Canadiens, pour la première fois, ont pu faire confiance depuis 25 ans à un ministre des Finances (M. Wilson) qui nous donne l'impression, et les faits nous le prouvent, qu'il sait où il va.

On essaie de nous faire croire que l'augmentation du déficit créerait des emplois. Depuis 1970, si on regarde un peu ce qui s'est passé, il y avait 300,000 chômeurs, et le déficit est passé de 1974 à 1985 de 0 à 38 milliards de dollars. Cela n'a pas créé d'emplois, monsieur le Président. Cela a créé cinq fois plus de chômeurs.

Malheureusement, monsieur le Président, on néglige de dire la vérité, on néglige de dire aux contribuables canadiens d'où vient l'argent que notre gouvernement va investir dans la création d'emplois, dans le soutien aux petites entreprises. Il ne vient pas du pauvre monde, il vient entre autres des abris

fiscaux qui ont été suspendus pour tout près de 900 millions de dollars. Monsieur le Président, cela vient aussi d'un impôt minimum relativement aux riches. C'est le premier gouvernement qui a décidé de faire payer de l'impôt à des gens qui n'en avaient jamais payé. Cela est une mesure assez progressiste.

Monsieur le Président, je pense que les gens qui sont les plus nécessiteux, ceux qui sont dans le besoin vont réaliser au cours des prochains mois que notre gouvernement a pensé à eux. Pensons entre autres au crédit d'impôt anticipé de \$300 par enfant qui sera versé aux pères de familles qui gagnent moins de \$15,000. Je pense que ces gens-là réaliseront que notre gouvernement a pensé à eux.

Je pense aussi, monsieur le Président, aux différents programmes. Jamais aucun gouvernement n'a mis autant d'argent: 4 milliards de dollars sur deux ans. Et ce budget a confirmé notre orientation en investissant encore 800 millions de dollars de plus pour la création d'emplois, et les résultats sont positifs parce que 600,000 emplois, monsieur le Président, au cours des 18 premiers mois, c'est un record au pays.

Monsieur le Président, moi, j'espère que les effets négatifs qui sont prévus par l'opposition officielle vont continuer de se faire sentir et que nous réussirons à créer encore au cours de la prochaine année de 500,000 à 600,000 nouveaux emplois.

• (1650)

[Traduction]

M. Hopkins: Monsieur le Président, mon collègue le député de Cochrane-Supérieur (M. Penner) a eu raison de parler de développement régional, une question extrêmement importante dans l'est et le nord de l'Ontario. Les gens s'imaginent que toutes les régions de l'Ontario sont riches. En ce qui nous concerne, nous vivons à 250 milles du triangle d'or. Comme les gens du nord de la province, nous savons qu'un programme de développement régional est essentiel.

Le député sait que le programme de développement a été réduit de 38 p. 100. Peut-il nous expliquer comment cette mesure affectera quelques-unes des industries primaires du nord de l'Ontario par exemple?

En second lieu, que pense-t-il du premier ministre (M. Mulroney), du ministre des Finances (M. Wilson) et de tous ces députés conservateurs qui parcourent le pays reprochant au parti libéral l'énormité de la dette? Depuis septembre 1984, au moment où les conservateurs ont pris le pouvoir, le coût du service de la dette a augmenté de 8 milliards de dollars, alors que le gouvernement s'était vanté qu'il serait plein d'initiatives et contrôlerait tout.

Par la même occasion, le député voudrait-il nous expliquer pourquoi le gouvernement a accru la dette de 23 p. 100 depuis qu'il est en fonction, 23 p. 100 de l'accroissement total de la dette depuis la Confédération jusqu'à septembre 1984.

Le premier ministre, le ministre des Finances et tous les ministériels parcourent le Canada reprochant ceci et cela à tout le monde. Le gouvernement manque de logique. Il écrase de nouvelles taxes les salariés à revenus faibles et moyens.